

Stopper la finance ! Voilà l'urgence ! ...

mercredi 17 janvier 2018, par [Denis LANGLET](#)

Mille milliards de dollars » mets en évidence la nouvelle mais déjà impressionnante puissance des multinationales. Il décrit avec précision les mécanismes de direction et les critères de gestion de ces monstres transnationaux, à travers l'une d'entre elles, la « GTI ». Ce nom d'emprunt pourrait être celui de Général Electric, General Motors... Avec raison, ce film insiste sur son principal critère de gestion, le ROI (Return On Investissement). Le président de GTI annonce dans sa brève allocution annuelle : chaque dollar investi dans GTI en a rapporté trois. Malheur aux directeurs de filiales qui ne remplissent pas leurs objectifs, malheur à ceux qui se dressent sur leur chemin. A travers l'activité de cette multinationale en Allemagne et aux États Unis durant la seconde guerre mondiale, dans le secteur de l'armement, Le réalisateur met en évidence qu'ils sont prêts à tout pour réaliser leur profit. 1982 est, aussi, l'année d'une intense discussion au sein du premier gouvernement Mitterrand, élu en mai 1981, sur la question « faut-il oui ou non quitter le SME ? (serpent monétaire européen) L'appartenance au SME signifie le respect des règles communes aux pays membres de l'Union Européenne c'est à dire notamment celles inscrites dans le traité de Rome de 25 mars 1957. La perte de souveraineté dans le domaine monétaire y est consacré dès cette date de 1957 notamment par les articles 9 (interdiction de droits douaniers), 110 (suppression de toute restrictions aux échanges internationaux), 67 (Liberté total de circulation des capitaux), l'article 92 (interdiction de toute aide d'Etat, quelqu'en soit la forme, en faveur d'une entreprise ou d'une production sis sur le territoire national)... Rejoindre le SME se traduit, pour cet Etat membre, de l'abandon de la conduite de la politique monétaire nationale. Malgré la gravité de ces règlements européens, le gouvernement Mitterrand décida de rejoindre le SME. La suite n'est que trop connu. plan de rigueur, cascade ininterrompue de mesures d'austérité pour le travail, et de facilités pour les actionnaires.

Un des résultats de cette politique de dérégulation/déréglementation qui va frapper tous les pays est l'annonce, en cette fin d'année 2017, de mille milliards de dollars d'augmentation de la fortune des cinq cents plus riches du monde. (selon le classement établi par le cabinet Bloomberg).

Mille milliards de dollars, c'est quatre fois les gains de 2016, témoignant de la poussée spéculative qui a saisi tous les marchés financiers. Jeff Bezos est devenu l'homme le plus riche du monde, sa fortune ayant augmenté dans l'année de 34,2 milliards, soit un gain de 65 000 dollars par minute. Pour nous, salariés, si nous nous reportons à notre fiche de paie, le taux de base usuel définissant notre salaire est le taux horaire. Chacun peut donc comparer son taux horaire à ce gain de 65 000 dollars par minute après, bien sur, l'avoir multiplié par 60 ! Les actionnaires américains continuent de dominer ce classement.

Concernant la France, dans les trente premiers, figurent trois actionnaires de ce pays. Toutes les places boursières du monde entier affichent des résultats spectaculaires. Le CAC 40 indice de la bourse de Paris, ne fait pas défaut et trente ans après sa création en 1987, les autorités peuvent annoncer que malgré une très faible croissance économique (+1% par an depuis 2011), le rendement annuel des dividendes, sur la même période, place la bourse de Paris en troisième position en Europe. avec plus de 9%.

Quelles sont donc les raisons de ces résultats financiers exceptionnels ?

Nul ne les trouvera dans l'activité économique elle-même. Une fois de plus est démontré que le rendement annuel des capitaux placés dans les entreprises cotées en bourse a une relative autonomie vis à vis de l'économie de production, la source est essentiellement la spéculation. Il suffit d'ailleurs de constater qu'aujourd'hui les cinquante premières sociétés transnationales sont des banques. Contrairement à la fable servie régulièrement par les « experts » économiques qui hantent les plateaux des médias, les places boursières ne sont pas le lieu de rencontre entre les détenteurs de capitaux, investisseurs potentiels, et des entreprises à la recherche de ces capitaux investisseurs. Ce sont tout simplement les lieux privilégiés de la spéculation financiers, orchestrée par les marchés financiers. Ainsi seulement 2 à 3 % du total des capitaux en circulation concerne des échanges de marchandises. Il n'y a en apparence plus nécessité pour

la création de la valeur de transiter par la production et la vente de marchandises. Mais en apparence seulement. La masse monétaire en circulation doit correspondre à la valeur monétaire globale des biens et produits réalisés dans les process de production. Chaque crise « monétaire » le rappelle. Il ne peut y avoir de développement artificiel de ces immenses capitalisations. Y compris ces mille milliards annoncés sont largement « fictifs » puisqu'ils ne représentent qu'une valorisation boursière à un instant donné et concernant ces annonces la multiplication des différents produits boursiers, en possession de chacun des 500, par leur valeur nominale au 31.12.2017. Que les 500 décident simultanément de vendre leur patrimoine boursier et « crac, boum, hue » comme dirait l'ami Jacques DUTRONC.

Depuis la décision unilatérale prise par les États Unis en 1971 de non convertibilité du dollar en or, ce sont les banques et les organismes de crédit privés qui créent la monnaie en circulation à l'échelle internationale. Cette création échappe aux États et permet aux fonds privés par leur fonction de créditeurs de réaliser d'immenses profits par le simple remboursement des prêts octroyés. Par exemple la France a elle même gagné, depuis l'ouverture de la crise en Grèce, neuf milliards d'euros représentant les intérêts du crédit accordé à la Grèce, dans le cadre de son plan de sauvetage. La nature des plans européens de sauvetage est nettement mis en évidence dans le livre de Frédéric Lordon « on achève bien les Grecs » (éditions LLL-2015.)

Tous les experts économiques bien pensants s'exclament devant ces records de rentabilités financiers, tout en déplorant pour certain des inégalités. Mais la gravité de la situation ne réside pas seulement dans le creusement des inégalités. Ces milliers de milliards transitent en quelques milli-secondes de place boursière en place boursière (Trading à haute fréquence).

A aucun moment ces gigantesques sommes ne sont investies dans la production, mais essentiellement dans la spéculation c'est-à-dire la captation des gains en dividendes dont l'origine sont les gains de la productivité et rachat des actions. Ces deux processus reposent pour le premier sur la réduction des coûts dont la source première est la destruction des emplois, pour le deuxième dans la destruction du capital par le rachat des actions.

Nous ne sommes pas seulement dans l'anti-chambre d'une nouvelle crise financière mais dans une crise économique systémique. La finance privée, malgré les obstacles rencontrés, a réussi à baisser le coût du travail dans le monde entier et fort de ces résultats est encouragée à poursuivre ces destructions.

N'est-il pas temps de réaffirmer que :

- la résistance à l'offensive actuelle du capital exige que la monnaie et sa circulation soient retirées des mains du privé
- cette prise du contrôle des banques & assurances nécessite le contrôle par les autorités publiques de la régulation/réglementation, fonctionnant en toute démocratie à l'intérieur des frontières nationales.